

SOMMET DES PAYS FRANCOPHONES: QUÉBEC ET OTTAWA S'ENTENDENT

OTTAWA — Québec et Ottawa s'entendent sur les modalités de leur participation respective au sommet des pays francophones qui aura lieu à Paris, en février ou en mars prochain.

André Dakourt

L'entente de principe entre les deux gouvernements est survenue le mardi 5 novembre à Montréal, lors d'une rencontre qui a mis en présence MM. Yves Martin et Jean-Marc Léger, pour le gouvernement du Québec, et MM. Ernest Hébert et Jean-Paul Hubert,

pour celui d'Ottawa.

Le sous-ministre des Relations internationales du Québec, M. Yves Martin, a confirmé, hier, au Journal: «Une annonce sera faite dans les tout prochains jours. Il ne manque plus que

le blanc-seing des premiers ministres Johnson et Mulroney.»

De son côté, dans l'Outaouais, M. Gil Rémillard, ex-conseiller constitutionnel de Brian Mulroney, a révélé: «Une entente con-

cernant le Sommet sera annoncée demain ou après-demain.»

Les termes de l'accord ne sont pas encore connus. Ils seront vraisemblablement divulgués lors de l'annonce de l'entente. Celle-ci pourrait survenir vendredi.

L'accord met fin à une année de querelle, sous le régime Trudeau, et à six mois de négociations, sous le gouvernement Mulroney.

En 1983, en effet, le président de la France, M. François Mitterrand, avait dû abandonner temporairement son projet de jeter les bases d'un éventuel Commonwealth francophone à cause du refus de Pierre Trudeau de voir le Québec y participer pleinement.

Les négociations qui ont mené à l'entente ont commencé en juin, après le voyage du premier Lévesque en France.

Mulroney-Johnson

Le moment choisi pour la conclure témoigne-t-il d'un appui du gouvernement Mulroney au gouvernement Johnson?

Il n'y a pas une semaine, un haut-fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures, très proche de Jos Clark, répondait peut-être l'avance à la question en déclarant au Journal: «Je crois qu'il n'y aura pas d'annonce de faite avant le 2 décembre, cela laisserait croire à un parti-pria.»

A Gatineau, hier, M. Gil Rémillard, candidat libéral, paraissait agacé

par le moment choisi pour conclure l'accord.

A un moment donné, il a laissé tomber: «Maintenant, le gouvernement, pour jeter de la poudre aux yeux, va dire qu'il s'entend avec Ottawa.»

Puis, se reprenant en mains, il a refusé d'y voir un coup de pouce des conservateurs aux péquistes.

«Le gouvernement fédéral, a-t-il déclaré, n'est pas de connivence avec le gouvernement Johnson. Il fait son travail. M. Mulroney doit gouverner, qu'il y ait ou non des élections au Québec.»

Février

Selon une source digne de foi, certaines échéances rendaient, par ailleurs, l'entente de plus en plus nécessaires sur le plan de l'organisation.

Le 28 octobre, les deux gouvernements ont raté une réunion préparatoire au sommet à Paris.

Ils font en effet tous deux partie du comité organisateur.

M. Benoit Bouchard y représente le Canada. M. Rocquet, le Québec. M. Mabrouk, la Tunisie. M. Madani Seydou, le Sénégal. Et M. Jacques Leprette, la France.

Le président François Mitterrand tient, dit-on, à ce que le Sommet se tienne en février. Quarante et un pays y participeront. Il en retirera un certain prestige. Les élections législatives françaises auront lieu le mois suivant, 16 mars 1986.